

Conditions générales d'assurance

Business XL - édition révisée 12.2021

Protection globale

BASE	2
MODULES	6
Travail	6
Immobilier	6
Construction	6
Mobilité	6
Cyber	7
Propriété intellectuelle	7
Société	7
MODULES COMPLÉMENTAIRES	8
Private XL	8
Conseil +	8
All-Risk	8
Agriculture	8
Medica	9

Comment fonctionne Business ?

La couverture d'assurance comprend le paquet complet des modules Travail, Immobilier, Construction, Mobilité, Cyber, Propriété intellectuelle et Société. Le paquet peut être complété par les modules complémentaires Private, Conseil +, All-Risk, Agriculture et Medica. En ce qui concerne les assurances mentionnées, il s'agit d'une assurance de dommage.

Qui est assuré ?

Tous les sites du preneur d'assurance ainsi que les entreprises co-assurées indiquées dans la police dans le cadre de l'activité opérationnelle.

En quelle qualité êtes-vous assuré ?

- a) Les associés, les membres des conseils d'administration, les conseils de fondation, les membres des administrations municipales et des conseils d'associations dans le cadre de leurs activités professionnelles pour le preneur d'assurance ou les sociétés coassurées.
- b) Les employés, les collaborateurs indépendants, le personnel loué et les membres de la famille travaillant pour le preneur d'assurance ou les entreprises coassurées dans le cadre de leurs activités professionnelles
- c) Détenteur, propriétaire, locataire, preneur de leasing, conducteur, pilote ou passager de véhicules, de bateaux et d'aéronefs d'entreprise (jusqu'à 5,7 t MTOW maximum).
- d) Propriétaire de biens immobiliers opérationnels.
- e) Module complémentaire Medica : prestataires de services médicaux.

Où la couverture d'assurance est-elle garantie ?

La couverture locale est indiquée sur la police (à choisir : Suisse ou monde entier). Dans le cas d'une couverture mondiale, il existe les deux restrictions suivantes :

- Médiation uniquement en Suisse
- Procédure d'arbitrage uniquement en Suisse et devant des tribunaux arbitraux nationaux

Quelles prestations sont couvertes ?

- a) Les prestations juridiques des avocats et juristes de Dextra. Ces prestations sont comptabilisées à CHF 180 par heure.
- b) Les versements en espèces jusqu'à concurrence des sommes d'assurance dans chaque module pour :
 - Les frais d'avocats nécessaires et usuels dans la région jusqu'au montant horaire de 350 CHF, exception faite des honoraires basés sur le résultat
 - Les expertises et analyses nécessaires
 - Les frais de procédure, d'arbitrage, de médiation, y compris les frais d'interprète le cas échéant
 - Les frais liés au recouvrement (commandement de payer, mainlevée, saisie et commination de faillite)

- Les émoluments d'écriture, frais de justice et d'administration pour une ordonnance pénale, une mesure administrative
 - Les frais de voyage nécessaires en cas de convocation judiciaire hors du canton du domicile
 - Les pertes de revenu (sur présentation de justificatifs) en cas de convocation judiciaire
 - Les dépens alloués à la partie adverse
 - Les cautions pénales (uniquement comme avance en vue d'éviter une détention provisoire)
 - Sous forme d'avance, la prise en charge de l'avocat de la première heure jusqu'à CHF 10 000 au maximum. En cas de condamnation en raison d'un délit intentionnel ou en cas de classement, l'avance doit être remboursée
- c) Les dépens alloués reviennent à Dextra.
- d) Pour les litiges et les procédures relevant d'une juridiction ou d'un droit applicable à l'étranger, la somme d'assurance maximale est de CHF 250 000.
- e) La somme d'assurance maximal indiquée dans les modules n'est disponible qu'une seule fois par événement. Il en va de même pour tous les sinistres au titre d'une police au cours d'une année d'assurance.
- f) En outre, la somme assurée sélectionnée dans les modules n'est disponible qu'une fois par année d'assurance pour tous les sinistres dans un module ou un module complémentaire.
- g) Dextra peut se libérer entièrement de l'obligation de prestation par une compensation du profit matériel du litige, en tenant compte du risque de recouvrement et de procès.

Quand bénéficiez-vous de la couverture d'assurance ?

- a) Le début du contrat est indiqué dans la police d'assurance. La couverture d'assurance intervient après écoulement du délai d'attente de 30 jours après le début du contrat (dit début d'assurance). En cas de changement d'assurance sans interruption de la couverture, le délai d'attente est supprimé, dans la mesure où le litige aurait été couvert chez l'assureur précédent. Il n'y a pas de délai d'attente dans les cas de dédommagements et de réparations après un accident.
- b) L'assurance est conclue pour une année et est renouvelée automatiquement pour une année si aucune partie ne résilie au plus tard le dernier jour ouvrable de l'année d'assurance en cours par écrit ou sous forme de texte électronique.
- c) Le preneur d'assurance a le droit de résilier le contrat d'assurance dans les 14 jours suivant la réception de la police. Dans ce cas, les prestations déjà perçues doivent être remboursées.
- d) Toutes nouvelles conditions générales d'assurance et toutes modifications éventuelles des primes sont communiquées en temps voulu et sont réputées acceptées en l'absence d'une résiliation avant l'écoulement de l'année d'assurance en cours.
- e) L'assurance s'éteint le jour du transfert du siège hors de Suisse ou en cas de faillite/fusion du preneur d'assurance.

Comment la prime d'assurance est-elle calculée ?

- a) Le calcul de la prime est basé sur des facteurs variables (activité de l'entreprise, total des salaires/droits, chiffre d'affaires annuel, nombre de salariés, etc.). Les changements de plus de 10 % des chiffres indiqués dans la police doivent être signalés par le preneur d'assurance dans les 60 jours suivant la fin de l'exercice comptable annuel concerné. Jusqu'à la notification de ce signalement, la couverture a un caractère provisoire et ne tient qu'à la condition que tout ait été correctement déclaré à cette occasion.
- b) Dextra peut exiger des frais pour des frais particuliers tels que les frais d'envoi ou de rappel.

Comment annoncer un litige ?

- a) L'annonce du litige se fait en ligne et tous les documents doivent être transmis au format électronique.
- b) La personne assurée ne mandate aucun représentant légal, n'engage aucune procédure, ne procède à aucune conciliation et ne recourt à aucune voie de droit sans l'approbation préalable de Dextra, sous peine de devoir assumer elle-même les frais supplémentaires qui en découlent.

Comment se déroule la collaboration avec les avocats et les juristes de Dextra ?

- a) Les avocats et les juristes de Dextra soutiennent la personne assurée, conduisent des entretiens pour régler le litige par la négociation et prennent les mesures adaptées en accord avec la personne assurée. Si cela ne génère pas de frais supplémentaires, la personne assurée peut proposer son propre représentant légal.
- b) Dans le cadre d'une procédure judiciaire/administrative ou en cas de conflit d'intérêts, la personne assurée peut choisir librement son représentant légal. Si Dextra refuse la représentation légale/l'étude d'avocats proposée, la personne assurée peut proposer trois études d'avocats/représentants légaux ; Dextra devra en accepter un.
- c) Le représentant légal doit être délié du secret professionnel et doit utiliser le portail d'avocats de Dextra.
- d) Si Dextra conseille et soutient l'assuré sans réserve, cela ne doit pas être compris comme un accord concernant la couverture. En outre, Dextra décline toute responsabilité pour les conseils sans obligation légale.
- e) En cas de divergence d'opinions concernant les mesures à prendre, en particulier lorsque Dextra considère que l'intervention est dépourvue de chances de succès, dans les 14 jours suivant la réception d'une lettre de Dextra énonçant les motifs de cette conclusion, la personne assurée peut demander que cette question soit soumise à un arbitre. Ce dernier est choisi par les parties ensemble et ne doit avoir de relation de confiance avec aucune d'elles. Les parties avancent chacune par moitié les frais demandés par l'arbitre pour son intervention, celle qui n'est pas suivie par l'arbitre dans ses conclusions devant remboursement de sa part à l'autre.
- f) Si Dextra refuse toute démarche et que la personne assurée engage à ses frais un procès dans lequel un résultat plus favorable est obtenu par jugement, Dextra prend alors en charge les frais de procédure a posteriori.

Quand Dextra apporte-t-elle des prestations ?

- a) Dextra apporte des prestations assurées si le besoin de soutien juridique est survenu après un éventuel délai d'attente de 30 jours.
- b) Si le besoin de soutien juridique était prévisible suivant l'ordre habituel des choses et l'expérience générale de la vie avant le début du contrat ou pendant un éventuel délai d'attente, Dextra n'apporte pas de prestation.
- c) Si un litige est annoncé après le terme de l'assurance, le besoin de conseil juridique est présumé survenu au moment où il est signalé..

Comment le JUSupport me soutient-il ?

Les avocats et juristes de Dextra apportent un soutien et un conseil juridique interne sans obligation légale dans les questions juridiques de toutes les situations de la vie, également dans des domaines du droit non assurés ou couverts seulement partiellement, jusqu'à 5 heures par an.

Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

- a) Les cas relevant d'un module non choisi par le preneur d'assurance et les cas relevant de domaines juridiques non spécifiquement mentionnés dans les modules choisis.
- b) Les cas en lien avec des créances cédées ou transmises à l'assuré ou les cas de reprise de dette.
- c) Les cas en lien avec des assurances concernant des maladies ou des accidents, si ces maladies sont survenues pour la première fois avant le début de l'assurance ou si ces accidents se sont produits avant le début de l'assurance (les accords individuels demeurent réservés). De tels litiges sont assurés en cas de changement d'assurance sans interruption de couverture et dans la mesure où les litiges auraient été couverts chez l'assureur précédent.
- d) Litiges en tant qu'entrepreneur général/total.
- e) Les cas en lien avec le commerce de titres, d'objets d'art et les opérations de placement et de spéculation.
- f) Les cas relatifs à l'achat/la vente/l'échange/le don de sociétés/actions.
- g) Les cas en lien avec des grèves, des événements de nature terroriste ou liés à une guerre, la fission ou la fusion nucléaire.
- h) Les cas concernant les conducteurs/pilotes/capitaines de navire non autorisés et la récupération du permis.
- i) Les cas impliquant un voisin et ayant le même objet qu'un litige déjà survenu avec ce même voisin.
- j) Les cas opposant des personnes couvertes par la même police d'assurance. Dans de tels cas, seul le preneur d'assurance est couvert.
- k) Les cas contre Dextra, ses collaborateurs ou ses mandataires.

MODULES

Travail

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit du travail : litiges avec des employés et des commissions professionnelles paritaires.
- Loi sur les travailleurs détachés : litiges avec des autorités et des commissions professionnelles paritaires.

Immobilier

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit du bail à loyer : litiges avec des bailleurs ou des locataires.
- Droit du bail à ferme : litiges avec des bailleurs ou des fermiers.
- Droit de la propriété par étages : litiges entre les copropriétaires et avec l'administration.
- Droit de la propriété et droits réels appliqués à l'immobilier : litiges relatifs aux servitudes et aux charges inscrites au registre foncier ainsi que litiges relatifs aux limites de propriété. Actions en justice en matière de protection de la propriété et de liberté de propriété.
- Droit de voisinage : litiges de droit civil entre voisins.
- Droit d'expropriation : recours en cas d'expropriation formelle ou matérielle.
- Planification spatiale et zonage : litiges judiciaires concernant la planification spatiale et le zonage.

Construction

Somme d'assurance : max. CHF 150 000

- Achat d'un bien immobilier : litiges découlant de l'achat ou de la vente de biens immobiliers.
- Contrats avec des entreprises, des architectes et des clients : litiges concernant la construction / reconstruction / rénovation de biens immobiliers.
- Droit public de la construction et de l'aménagement du territoire : opposition/recours contre une demande de permis de construire formulée par un voisin.

Mobilité

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Contrats en lien avec des véhicules d'entreprise : litiges en lien avec des avions, bateaux, véhicules immatriculés.
- Droit des assurances en matière de circulation : litiges avec des compagnies d'assurance privées et sociales, y compris les caisses de pension et d'assurance santé.
- Droit de la propriété et droits réels appliqués aux véhicules : litiges en lien avec la propriété, la possession et d'autres droits réels.

- Droits en dommage-intérêts et en réparation du tort en matière de circulation : recouvrement des prétentions en responsabilité civile non contractuelle en tant que personne lésée. Dépôt d'une plainte et d'une demande d'aide aux victimes d'infraction dans ces circonstances.
- Droit pénal et mesures administratives en matière de circulation : défense en cas d'infractions par négligence. Sinon, remboursement ultérieur des frais en cas d'acquiescement ou en cas d'abandon des poursuites pour cause de nécessité / légitime défense / absence de présomption d'infraction.
- Protection juridique relative aux voyages : litiges en lien avec des voyages d'affaires.

Cyber

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit régissant l'usage d'Internet : intervention en cas de chantage cybernétique, d'usurpation d'identité, d'hameçonnage, d'infraction aux droits de la personnalité ou d'autre infraction au droit régissant l'usage d'Internet, si elle se produit après le début de l'assurance.
- Droit de la protection des données : litiges découlant d'une infraction à la loi suisse sur la protection des données et au RGPD.

Propriété intellectuelle

Somme d'assurance : max. CHF 150 000

- Droit des marques, d'auteur, des designs et des brevets : L'action et la défense en justice de prétentions civiles en lien avec le droit des marques, d'auteur, des designs et des brevets.

Société

Somme d'assurance : max. CHF 600 000

- Droit des contrats : Litiges découlant de contrats non assurés dans le cadre d'autres modules avec des clients, des fournisseurs, des prestataires.
- Concurrence déloyale : l'action et la défense en justice de prétentions civiles en lien avec la concurrence déloyale.
- Droit des sociétés : litiges concernant la défense contre les actions en responsabilité, si une assurance responsabilité des administrateurs et des dirigeants existante ne couvre pas les risques.
- Droit des cartels : litiges concernant des infractions à la loi suisse sur les cartels.
- Information des consommatrices et des consommateurs/surveillance des prix : l'action et la défense en justice de prétentions civiles en lien avec la loi concernant la surveillance des prix/l'information des consommatrices et des consommateurs.
- Droit fiscal : recours contre des taxations fiscales définitives d'autorités suisses, à l'exclusion des arriérés et des pénalités. La procédure de réclamation/opposition n'est pas encore assurée.
- Droit douanier : recours contre des dispositions douanières prises par les autorités suisses. La procédure de réclamation/opposition n'est pas encore assurée.

- Protection juridique concernant l'encaissement : recouvrement de créances non périodiques, non médicales et résultant de contrats avec des clients ayant leur siège/domicile en Suisse jusqu'à l'obtention d'un acte de défaut de biens/une commination de faillite. La créance doit être née après le début de l'assurance et les sommations sont à la charge de l'assuré.
- Autorisations : intervention après le retrait/la restriction/le non-renouvellement d'autorisations, de contributions publiques, de subventions.
- Droit de propriété sur les biens mobiliers et les animaux : litiges portant sur la propriété, la possession et les autres droits réels.
- Droit pénal : Défense en cas d'infractions par négligence. Sinon, remboursement ultérieur des frais en cas d'acquiescement ou en cas d'abandon des poursuites pour cause de nécessité / légitime défense / absence de présomption d'infraction.
- Droits en dommages-intérêts et en réparation du tort moral : recouvrement des prétentions en responsabilité civile non contractuelle en tant que personne lésée. Dépôt d'une plainte et d'une demande d'aide aux victimes d'infraction dans ces circonstances.
- Droit des assurances : litiges avec des compagnies d'assurance privées et sociales, y compris les caisses de pension, d'assurance chômage et d'assurance santé.
- LP : demande de suppression d'une inscription au registre des poursuites accessible aux tiers.

MODULES COMPLÉMENTAIRES

Private XL

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Private XL: selon CGA Private XL.

Conseil +

Somme d'assurance : max. CHF 5 000

- Conseil juridique et examen approfondi d'un contrat rédigé conformément au droit suisse dans les domaines du droit du travail, du droit du bail à loyer et à ferme, ainsi que du droit régissant le contrat de vente, jusqu'à 15 pages par contrat et auprès des avocats et juristes de Dextra.

All-Risk

Somme d'assurance : max. CHF 3 000

- All-Risk : couverture d'assurance en cas de litige dans tous les domaines du droit non assurés dans les modules ci-avant.

Agriculture

Somme d'assurance : max. CHF 300 000

- Paiements directs : litiges en lien avec des paiements directs.
- Améliorations foncières : litiges en lien avec des améliorations de l'infrastructure dans les régions rurales.
- Loi sur la protection des animaux : litiges concernant des infractions par négligence à la loi sur la protection des animaux.
- Protection de la nature et du paysage ; loi sur les forêts : litiges concernant des infractions par négligence à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage et à la loi sur les forêts.
- Médecine vétérinaire : litiges avec des vétérinaires.

Medica

Somme d'assurance : max. CHF 300 000

- TARMED évaluation de l'économicité / litiges tarifaires : litiges découlant de conventions tarifaires existantes.
- DENTOTAR évaluation de l'économicité / litiges tarifaires : litiges découlant de conventions tarifaires existantes.

Conditions générales d'assurance

Private XL - édition révisée 12.2021

Protégé tout autour

BASE	11
MODULES	14
Travail	14
Logement	15
Mobilité	15
Famille	16
Quotidien	16
Construction	17
MODULE COMPLÉMENTAIRE	17
Bail	17

Comment fonctionne Private ?

La couverture d'assurance comprend le paquet complet des modules Travail, Logement, Mobilité, Famille, Quotidien et Construction. Le paquet peut être complété par le module complémentaire Bail. En ce qui concerne les assurances mentionnées, il s'agit d'une assurance de dommage.

Qui est assuré ?

L'assurance couvre une seule personne (assurance individuelle) ou plusieurs personnes vivant en permanence dans le même ménage (assurance multi-personnes). Dans le cas d'une assurance multi-personnes, les enfants en formation initiale sont également assurés, même s'ils ne vivent pas dans le même ménage.

En quelle qualité êtes-vous assuré ?

- a) Les personnes assurées sont couvertes dans la vie privée et en tant qu'employés; de plus, en présence de revenus bruts annuels allant jusqu'à un total de CHF 24 000, elles sont également couvertes en tant que personnes exerçant une activité professionnelle, en tant que travailleurs indépendants et en tant que propriétaires.
- b) Module Mobilité: Les personnes assurées sont en outre assurées en tant que conducteurs de véhicules (privés et professionnels), de bateaux et d'aéronefs (jusqu'à 5,7 t MTOW max.), ainsi qu'en tant que détenteurs privés, propriétaires, locataires, preneurs à bail de véhicules, bateaux et aéronefs immatriculés (jusqu'à 5,7 t MTOW max.). En cas d'accident avec un véhicule privé, un navire ou un aéronef immatriculé d'une personne assurée, les autres conducteurs et passagers autorisés sont également assurés.
- a) Module complémentaire Bail: Les personnes assurées peuvent, si elles le souhaitent, s'assurer en plus en tant que bailleurs de biens immobiliers et d'appartements grâce au module complémentaire Bail. La couverture d'assurance ne s'applique que si l'adresse des unités louées est mentionnée dans la police et si le revenu locatif brut a été ajouté au chiffre d'affaires annuel de l'entreprise.

Où la couverture d'assurance est-elle garantie ?

L'assurance est valable dans le monde entier, il existe les deux restrictions suivantes :

- Médiation uniquement en Suisse
- Procédure d'arbitrage uniquement en Suisse et devant des tribunaux arbitraux nationaux uniquement

Quelles prestations sont couvertes ?

- a) Les prestations juridiques des avocats et juristes de Dextra Protection juridique SA (ci-après Dextra). Ces prestations sont comptabilisées à CHF 180 par heure.
- b) Les versements en espèces jusqu'à concurrence des sommes d'assurance dans chaque module pour :
 - Les frais d'avocats nécessaires et usuels dans la région jusqu'au montant horaire de 350 CHF, exception faite des honoraires basés sur le résultat
 - Les expertises et analyses nécessaires

- Les frais de procédure, d'arbitrage, de médiation, y compris les frais d'interprète le cas échéant
 - Les frais liés au recouvrement (commandement de payer, mainlevée, saisie et commination de faillite)
 - Les émoluments d'écriture, frais de justice et d'administration pour une ordonnance pénale, une mesure administrative
 - Les frais de voyage nécessaires en cas de convocation judiciaire hors du canton du domicile
 - Les pertes de revenu (sur présentation de justificatifs) en cas de convocation judiciaire
 - Les dépens alloués à la partie adverse
 - Les cautions pénales (uniquement comme avance en vue d'éviter une détention provisoire)
 - Sous forme d'avance, la prise en charge de l'avocat de la première heure jusqu'à CHF 10'000 au maximum. En cas de condamnation en raison d'un délit intentionnel ou en cas de classement, l'avance doit être remboursée
- c) Les dépens alloués reviennent à Dextra.
- d) Pour les litiges et les procédures relevant d'une juridiction ou d'un droit applicable à l'étranger, la somme d'assurance maximale est de CHF 250 000.
- e) La somme d'assurance maximal indiquée dans les modules n'est disponible qu'une seule fois par événement. Il en va de même pour tous les sinistres au titre d'une police au cours d'une année d'assurance.
- f) En outre, la somme assurée sélectionnée dans les modules n'est disponible qu'une fois par année d'assurance pour tous les sinistres dans un module ou un module complémentaire.
- g) Dextra peut se libérer entièrement de l'obligation de prestation par une compensation du profit matériel du litige, en tenant compte du risque de recouvrement et de procès.

Quand bénéficiez-vous de la couverture d'assurance ?

- a) Le début du contrat est indiqué dans la police d'assurance. La couverture d'assurance intervient après écoulement du délai d'attente de 30 jours après le début du contrat (dit début d'assurance). En cas de changement d'assurance sans interruption de la couverture, le délai d'attente est supprimé, dans la mesure où le litige aurait été couvert chez l'assureur précédent. Il n'y a pas de délai d'attente dans les cas de dédommagements et de réparations après un accident.
- b) L'assurance est conclue pour une année et est renouvelée automatiquement pour une année si aucune partie ne résilie au plus tard le dernier jour ouvrable de l'année d'assurance en cours par écrit ou sous forme de texte électronique.
- c) Le preneur d'assurance a le droit de résilier le contrat d'assurance dans les 14 jours suivant la réception de la police. Dans ce cas, les prestations déjà perçues doivent être remboursées.
- d) Toutes nouvelles conditions générales d'assurance et toutes modifications éventuelles des primes sont communiquées en temps voulu et sont réputées acceptées en l'absence d'une résiliation avant l'écoulement de l'année d'assurance en cours.
- e) Le contrat d'assurance s'éteint le jour où le preneur d'assurance quitte la Suisse pour s'installer à l'étranger.

Comment annoncer un litige ?

- a) L'annonce du litige se fait en ligne et tous les documents doivent être transmis au format électronique.
- b) La personne assurée ne mandate aucun représentant légal, n'engage aucune procédure, ne procède à aucune conciliation et ne recourt à aucune voie de droit sans l'approbation préalable de Dextra, sous peine de devoir assumer elle-même les frais supplémentaires qui en découlent.

Comment se déroule la collaboration avec les avocats et les juristes de Dextra ?

- a) Les avocats et les juristes de Dextra soutiennent la personne assurée, conduisent des entretiens pour régler le litige par la négociation et prennent les mesures adaptées en accord avec la personne assurée. Si cela ne génère pas de frais supplémentaires, la personne assurée peut proposer son propre représentant légal.
- b) Dans le cadre d'une procédure judiciaire/administrative ou en cas de conflit d'intérêts, la personne assurée peut choisir librement son représentant légal. Si Dextra refuse la représentation légale/l'étude d'avocats proposée, la personne assurée peut proposer trois études d'avocats/représentants légaux ; Dextra devra en accepter un.
- c) Le représentant légal doit être délié du secret professionnel et doit utiliser le portail d'avocats de Dextra.
- d) Si Dextra conseille et soutient l'assuré sans réserve, cela ne doit pas être compris comme un accord concernant la couverture. En outre, Dextra décline toute responsabilité pour les conseils sans obligation légale.
- e) En cas de divergence d'opinions concernant les mesures à prendre, en particulier lorsque Dextra considère que l'intervention est dépourvue de chances de succès, dans les 14 jours suivant la réception d'une lettre de Dextra énonçant les motifs de cette conclusion, la personne assurée peut demander que cette question soit soumise à un arbitre. Ce dernier est choisi par les parties ensemble et ne doit avoir de relation de confiance avec aucune d'elles. Les parties avancent chacune par moitié les frais demandés par l'arbitre pour son intervention, celle qui n'est pas suivie par l'arbitre dans ses conclusions devant remboursement de sa part à l'autre.
- f) Si Dextra refuse toute démarche et que la personne assurée engage à ses frais un procès dans lequel un résultat plus favorable est obtenu par jugement, Dextra prend alors en charge les frais de procédure a posteriori.

Quand Dextra apporte-t-elle des prestations ?

- a) Dextra apporte des prestations assurées si le besoin de soutien juridique est survenu après un éventuel délai d'attente de 30 jours.
- b) Si le besoin de soutien juridique était prévisible suivant l'ordre habituel des choses et l'expérience générale de la vie avant le début du contrat ou pendant un éventuel délai d'attente, Dextra n'apporte pas de prestation.
- c) Si un litige est annoncé après le terme de l'assurance, le besoin de conseil juridique est présumé survenu au moment où il est signalé.
- d) Dextra peut exiger des frais pour des frais particuliers tels que les frais d'envoi ou de rappel.

Comment le JUSupport me soutient-il ?

Les avocats et juristes de Dextra apportent un soutien et un conseil juridique interne sans obligation légale dans les questions juridiques de toutes les situations de la vie, également dans des domaines du droit non assurés ou couverts seulement partiellement, jusqu'à 5 heures par an.

Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

- a) Les cas relevant d'un module non choisi par le preneur d'assurance et les cas relevant de domaines juridiques non spécifiquement mentionnés dans les modules choisis.
- b) Les cas en lien avec des créances cédées ou transmises à l'assuré ou les cas de reprise de dette.
- c) Les cas en lien avec des assurances concernant des maladies ou des accidents, si ces maladies sont survenues pour la première fois avant le début de l'assurance ou si ces accidents se sont produits avant le début de l'assurance (les accords individuels demeurent réservés). De tels litiges sont assurés en cas de changement d'assurance sans interruption de couverture et dans la mesure où les litiges auraient été couverts chez l'assureur précédent.
- d) Les cas en lien avec l'APEA si une mesure a déjà été ordonnée avant le début de l'assurance.
- e) Les cas en lien avec le commerce de titres, d'objets d'art et les opérations de placement et de spéculation.
- f) Les cas relatifs à l'achat/la vente/l'échange/le don de sociétés/actions.
- g) Les cas relatifs au droit des sociétés (y compris le concubinage).
- h) Les cas en lien avec des grèves, des événements de nature terroriste ou liés à une guerre, la fission ou la fusion nucléaire.
- i) Les cas concernant les conducteurs/pilotes/capitaines de navire non autorisés et la récupération du permis.
- j) Les cas impliquant un voisin et ayant le même objet qu'un litige déjà survenu avec ce même voisin.
- k) Les cas opposant des personnes couvertes par la même police d'assurance. Dans de tels cas, seul le preneur d'assurance est couvert.
- l) Les cas contre Dextra, ses collaborateurs ou ses mandataires.

MODULES

Travailler

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit du travail : litiges avec des employeurs de droit privé/public et avec des employés domestiques.

Logement

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit du bail à loyer : litiges avec des bailleurs et avec des sous-locataires de l'appartement où vous habitez.
- Droit du bail à ferme : litiges avec des bailleurs.
- Droit de la propriété et droits réels appliqués à l'immobilier : Litiges relatifs aux servitudes et aux charges inscrites au registre foncier ainsi que litiges relatifs aux limites de propriété. Actions en lien avec la protection de la propriété et actions en revendication de la propriété.
- Droit de la propriété par étages : litiges entre les copropriétaires et avec l'administration.
- Droit de voisinage : litiges de droit civil entre voisins.
- Droit d'expropriation : recours en cas d'expropriation formelle ou matérielle.
- Planification spatiale et zonage : litiges judiciaires concernant la planification spatiale et le zonage.

Mobilité

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Contrats en lien avec des véhicules : litiges en lien avec des avions, bateaux, véhicules immatriculés.
- Droit des assurances en matière de circulation : litiges avec des compagnies d'assurance privées et sociales, y compris les caisses de pension et d'assurance santé.
- Droit des patients circulation : litiges avec des médecins, des hôpitaux et d'autres personnes et institutions du secteur médical.
- Droit de la propriété et droits réels appliqués aux véhicules : litiges en lien avec la propriété, la possession et d'autres droits réels.
- Droits en dommage-intérêts et en réparation du tort en matière de circulation : recouvrement des prétentions en responsabilité civile non contractuelle en tant que personne lésée. Dépôt d'une plainte et d'une demande d'aide aux victimes d'infraction dans ces circonstances.
- Droit pénal et mesures administratives en matière de circulation : défense en cas d'infractions par négligence. Sinon, remboursement ultérieur des frais en cas d'acquiescement ou en cas d'abandon des poursuites pour cause de nécessité / légitime défense / absence de présomption d'infraction.
- Protection juridique relative aux voyages : litiges en lien avec des voyages à titre privé.

Famille

Somme d'assurance : max. CHF 7 500

- Droit scolaire : litiges avec des autorités scolaires ou universitaires suisses.
- Droit des associations : litiges en matière de droit des associations.
- Droit des animaux : litiges avec des autorités en matière de détention d'animaux de compagnie.
- Droit des personnes : litiges avec des autorités en matière de droit des personnes.
- Droit de la famille : litiges en matière de droit de la famille.
- Droit successoral : litiges en matière de droit successoral.
- APEA : litiges avec les autorités suisses de protection des adultes en tant que personne concernée ou litiges avec les autorités suisses de protection des enfants.

Quotidien

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit régissant l'usage d'Internet : intervention en cas de chantage cybernétique, d'usurpation d'identité, d'hameçonnage, d'infraction aux droits de la personnalité ou d'autre infraction au droit régissant l'usage d'Internet, si elle se produit après le début de l'assurance.
- Droit de la protection des données : litiges découlant d'une infraction à la loi suisse sur la protection des données et au RGPD.
- Droit de la personnalité : litiges de droit civil en cas d'atteinte à la personnalité.
- Propriété intellectuelle : exercice de droits relevant du droit civil / défense contre des prétentions en lien avec un droit d'auteur détenu par l'assuré / auquel l'assuré a porté atteinte.
- Droit des contrats : Litiges découlant de contrats non assurés dans le cadre d'autres modules.
- Droit fiscal : recours contre des taxations fiscales définitives d'autorités suisses, à l'exclusion des arriérés et des pénalités. La procédure de réclamation/opposition n'est pas encore assurée.
- Droit douanier : recours contre des dispositions douanières prises par les autorités suisses. La procédure de réclamation/opposition n'est pas encore assurée.
- Droit de propriété sur les biens mobiliers et les animaux : litiges portant sur la propriété, la possession et les autres droits réels.
- Droit pénal : Défense en cas d'infractions par négligence. Sinon, remboursement ultérieur des frais en cas d'acquiescement ou en cas d'abandon des poursuites pour cause de nécessité / légitime défense / absence de présomption d'infraction.
- Droits en dommages-intérêts et en réparation du tort moral : recouvrement des prétentions en responsabilité civile non contractuelle en tant que personne lésée. Dépôt d'une plainte et d'une demande d'aide aux victimes d'infraction dans ces circonstances.
- Droit des assurances : litiges avec des compagnies d'assurance privées et sociales, y compris les caisses de pension, d'assurance chômage et d'assurance santé.
- Droit des patients : litiges avec des médecins, des hôpitaux et d'autres personnes et institutions du secteur médical.

- LP : demande de suppression d'une inscription au registre des poursuites accessible aux tiers.

Construction

Somme d'assurance : max. CHF 50 000

- Achat d'un bien immobilier : litiges découlant de l'achat et de la vente de biens immobiliers jusqu'à un prix d'acquisition de CHF 1 000 000.
- Contrats avec des entreprises ou des architectes : litiges jusqu'à la limite d'un coût total de construction de CHF 1 000 000.
- Droit public de la construction et de l'aménagement du territoire : opposition/recours contre une demande de permis de construire formulée par un voisin.

MODULE COMPLÉMENTAIRE

Bail

Somme d'assurance : max. CHF 1 200 000

- Droit du bail à loyer : litiges avec des locataires.
- Droit du bail à ferme : litiges avec des fermiers.